## Viet Nam - La grande crise et les révoltes du début des années 1930

Nguyen Ngoc Chau Retraité de la Banque Indosuez

Cet article est extrait de mon livre « Viet Nam- Histoire politique des deux guerres – Guerre d'indépendance (1858-1954) et guerre idéologique (1945-1975) », préfacé par l'historien Pierre Brocheux dans sa version française et par le professeur Janet Hoskins (University of Southern California, LA) dans sa version anglaise et disponible sur Amazon. On trouvera de l'information et des recensions, notes de lecture et table des matières aux liens suivants :

La grande crise mondiale du siècle n'épargna pas l'Indochine. Les premières difficultés apparurent en 1928 quand le cours du caoutchouc, le second produit d'exportation après le riz, tomba à 10,5 pence la livre alors qu'il était de 23,75 en 1926 et 18,375 en 1927. Cela entraîna une baisse de 11,6 % des revenus en Franc or des exportations de ce secteur entre 1928 et 1929. Le riz suivit la même tendance avec 5,05 piastres le quintal en 1928 et 7 en 1927, et une baisse de 34 % entre 1930 et 1934. Entre 1929 et 1933, les prix des matières exportées diminuèrent, pour le riz et le coprah de 55 %, le blé, le maïs et le coton de 65 %, la soie de 70 %, le caoutchouc de 80 %.

Les exportations totales de l'Indochine encaissaient ainsi une baisse de valeur de 30 % en 1930 par rapport à l'année précédente, 39 % en 1931, et 9 % en 1932.

Entre 1929 et 1933 <sup>1</sup>				
Produit	Baisse des prix			
riz, coprah blé, maïs, coton soie caoutchouc	- 55 % - 65 % - 70 % - 80 %			

« C'est au Nam Kỳ (Sud) que [les effets de la crise économique] sont les plus dévastateurs. L'activité économique y est en effet directement commandée par les fluctuations des marchés extérieurs et subit l'impact de la dépression mondiale avec un effet inégalé dans le reste de l'Indochine », notait Daniel Hémery<sup>2</sup>.

En 1928 de nombreuses maisons de commerce chinoises firent faillite et en 1929, le même phénomène toucha aussi les maisons européennes. Ainsi, le nombre de faillites à Sài Gòn était de 39 en 1927 et de 95 en 1929. Suivant le ministère des Colonies, au premier semestre 1931, le personnel des entreprises représentant 25 % de la population française repartit vers la métropole sans espoir de revenir.

La prospérité de la période du début des années 1920 avait stimulé l'investissement avec l'accès facile au crédit. La baisse du prix du riz et de celui des terres, et l'effondrement des résultats des entreprises et des revenus des particuliers ne leur permettaient plus de faire face au remboursement de leurs engagements. Les garanties n'avaient plus leur valeur d'avant, "une

Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine, Daniel Hémery, éditions François Maspéro, 1975

Des pionniers en Extrême-Orient - Histoire de la Banque de l'Indochine 1875-1975, Marc Meuleau, Fayard, 1990.

rizière de la région de Cần Thơ évaluée à 200 piastres l'hectare en 1929 est vendue aux enchères 62 piastres en septembre 1930", notait le 29 octobre 1930 la lettre de l'inspection générale de Sài Gòn de la Banque de l'Indochine. Nombre de compradors chinois<sup>3</sup> étaient en faillite, et beaucoup de débiteurs défaillants disparurent.

Le Gouverneur Général de l'Indochine (GGI) Pierre Pasquier et l'inspecteur général Paul Gannay de la Banque de l'Indochine s'entendirent pour prendre des mesures draconiennes pour faire face à la crise, en considérant que la dépression était un réajustement naturel des abus de la décennie précédente, laquelle était caractérisée par un trop d'investissements avec l'aide du gouvernement et un trop de crédits facilement octroyés. Les trois objectifs étaient 1) la garantie que l'argent pour l'investissement ne perd pas sa valeur originale, 2) l'assainissement du secteur des entreprises, et 3) lier plus l'économie de la colonie à celle de la métropole.

Le GGI prit des mesures pour diminuer les dépenses publiques de 42 % en quatre ans. Les entreprises non rentables ne furent pas aidées<sup>4</sup> et des supports financiers étaient octroyés à celles qui restaient saines. La Banque de l'Indochine réduisit de façon draconienne le crédit, qui s'accompagnait maintenant de conditions modifiées de leur attribution selon la nature de la garantie et du client. Un *Service des prêts fonciers* fut créé par décret du 26 avril 1932 pour accorder des prêts à long terme et à intérêt réduit pour aider les propriétaires terriens. Une *Caisse de compensation du caoutchouc* et un *Office de soutien à la production agricole* virent le jour pour soutenir les planteurs, dont ceux d'hévéa, pour leur éviter la faillite. L'épargne métropole fut appelée à la rescousse par l'émission d'un important emprunt garanti par l'état de 1 370 millions de francs.

Une crise monétaire accompagnait la crise économique et financière. Alors que les monnaies européennes étaient basées sur l'or, les monnaies de la Chine et de l'Indochine s'appuyaient sur l'argent. Avec la crise économique, la valeur de l'argent avait beaucoup baissé par rapport à celle de l'or. De septembre 1929 à décembre 1930, le prix de l'argent avait perdu 45 % de sa valeur, comparée à celle de l'or. La piastre indochinoise fut donc liée au Franc français par un décret émis 13 mars 1930 qui définit la piastre indochinoise comme valant 10 francs. Cette stabilité et ce renforcement voulus de la piastre indochinoise rendirent cependant les produits d'exportation plus chers, et donc moins achetés. Avant la réforme, la piastre valait à peu près un dollar Hong Kong. Elle s'accrut de 20 % à 40 % dans les deux années suivantes.

Les mesures proposées de modernisation des secteurs agricole et industriel ne furent pas considérées par le pouvoir colonial. Les métayers restaient exploités lourdement par les propriétaires des terres, alors qu'une distribution des terres à ceux qui les cultivaient aurait stimulé la production. L'industrie était quasi inexistante, l'économie de l'Indochine restant une économie de type colonial à la française, caractérisée par l'utilisation des produits de nécessité importés, pour une grande partie, de la métropole pour faire tourner les usines de celle-ci, et par « l'exportation de l'excédent de ses besoins alimentaires sur les besoins de sa population et quelques produits miniers extraits de son sol<sup>5</sup>. Ses articles d'exportation sont en nombre limité et ne contiennent à peu près pas de produits manufacturés » 6. En 1933, l'Indochine achetait de la France 47 % de ses besoins, et lui vendait 39 % de ses exportations.

Les Japonais, eux, appliquaient systématiquement une politique d'industrialisation de leurs colonies qui permit à celles-ci de se développer industriellement et économiquement de leurs

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Intermédiaires dans des opérations financières et commerciales.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Et la Banque de l'Indochine et d'autres grands capitalistes purent alors s'offrir certaines de ces entreprises à bon marché.

Nous ajoutons "des produits des plantations, en particulier d'hévéa".

Le problème économique indochinois, Paul Bernard, Nouvelles éditions latine, 1934.

propres ailes rapidement plus tard, comme à Formose (maintenant Taïwan), en Mandchourie et en Corée.

La crise prit fin à la fin de 1934 et cela fut confirmé en 1935. Les mauvaises récoltes en France et la sécheresse en Chine firent augmenter le prix du paddy et le réarmement en Europe stimula l'exportation des ressources minières.

Avant les années 1930, la campagne au Nord était régulée par un travail dans les mines ou ailleurs, à côté de celui de la terre, là où existaient des terres communales disponibles pour ceux qui en avaient besoin pour s'en sortir et la solidarité entre les paysans d'une même communauté. La crise vit le retour des chômeurs des villes provenant de la faillite des entreprises, et augmenta la pauvreté. Ainsi 11 000 travailleurs des plantations du Sud durent rentrer chez eux au Nord.

Le Nord et le nord du Centre étaient devenus tributaires du riz du Sud durant les années 1930. La production du Nord était en moyenne de 1,8 à 2,2 millions de tonnes pour une consommation de 1,85 million de tonnes, une exportation vers la Chine de 0,2 million et une utilisation diverse (production d'alcool de riz, envoi dans les régions montagneuses, etc.) de 0,2 million de tonnes. Dans les villages pauvres, 80 % de la population mangeait une fois par jour sauf en période de récolte.

Les taxes élevées restaient au même niveau alors que les revenus avaient beaucoup diminué. Et les taux d'intérêt de 300 % à 400 % des emprunts pesaient sur le peuple des campagnes<sup>7</sup>.

Comme moyens de soulagement, les autorités coloniales firent ce que les dynasties vietnamiennes faisaient : améliorer le système d'irrigation pour arriver à deux récoltes par an, et déplacer la population vers les régions encore incultes du Centre et de l'ouest du Sud.

Le 1<sup>er</sup> mai 1930, des miliciens provinciaux (*lính khố xanh* (miliciens à ceinture bleue<sup>8</sup>)) tirèrent sur des manifestants à Vinh, en tuant un certain nombre et déclenchant un mouvement général de manifestations dans tout le pays.

Des dizaines de milliers de paysans et des milliers d'ouvriers manifestèrent ou firent la grève dans treize des vingt et une provinces du Sud durant les deux années 1930 et 1931. Sài Gòn vécut des meetings populaires et des manifestations de rues (six en 1930 et trois en 1931), alors que pour l'ensemble du Sud, le nombre de grèves ouvrières s'élevait à 24 et les manifestations paysannes à 124, chiffres relevés par plusieurs journaux, ou 75, indiqués dans *Contribution à l'histoire politique des mouvements politiques en Indochine française* du gouvernement général. Les zones touchées étaient celles où avaient eu lieu des soulèvements dans le passé, comme la région Đức Hòa-Hóc Môn à Gia Định où était implantée la société *Thiên Địa Hội* (Société du Ciel et de la Terre) <sup>55</sup>, et celle de Chợ Mới (Long Xuyên) à Cao Lãnh (Sa Đéc) où se trouvait le groupe *Bửu Son Kỳ Hương* dont seront issus les Hòa Hảo.

Dès octobre 1930, cependant, les manifestations diminuèrent en nombre et en intensité, à part celles de février et mai 1931 pour soutenir les soulèvements à Nghệ An. Les autorités coloniales avaient pu obtenir le soutien des propriétaires fonciers, des colons et des Vietnamiens conservateurs comme Phạm Quỳnh et son groupe Nam Phong qui critiquaient ouvertement les soulèvements dont celui de Yên Bái du VNQDĐ. Le Parti Constitutionnaliste, à travers ses journaux en français et en vietnamien, dénonçait les manifestations dirigées par les communistes, déplorait timidement les excès de la répression, tout en réclamant un allégement des impôts et en défendant son programme de collaboration franco-vietnamienne. En faisant

-

D'après des études en 1939 de Nguyễn Văn Huyền citées par Lê Mạnh Hùng dans son Nhìn lại Sử Việt (l'Histoire du Việt Nam réexaminée).

Les *lính khố đỏ*, les tirailleurs à pagne rouge, faisaient partie de l'armée régulière ; les *lính khố xanh*, les miliciens à pagne bleue, formaient la garde provinciale, et les *lính khố vàng*, les miliciens à pagne jaune, constituaient la garde royale à Huế. Tous étaient commandés par des officiers français et ne pouvaient atteindre que le grade d'adjudant.

cela, tout ce beau monde s'était mis dans le camp du colonisateur et s'était aliéné tous les patriotes qui luttaient pour l'indépendance du pays : la première manifestation qui eut lieu à Sài Gòn se déclencha un 14 juillet – jour symbolique –, le 14 juillet 1930, et c'était pour saccager les locaux des deux journaux du Parti Constitutionnaliste.

Au Centre, les manifestations dégénèrent souvent en violence, comme celle des ouvriers d'une plantation de canne à sucre qui se transforma en attaque du bâtiment des autorités de Đức Phổ en octobre 1930.

Dans les provinces de Nghệ An et Hà Tĩnh, elles étaient menées par des membres du Parti communiste dont le nombre était estimé à 1 300, pour la plupart des anciens partisans du parti Tân Việt, et aboutirent à la création des "soviets" à la russe, c'est-à-dire des conseils de délégués élus, et à l'apparition des *tự vệ* (forces d'autodéfense).

La répression, terrible, commença en octobre 1930. Les *lính khố xanh* (miliciens de province) furent remplacés par des légionnaires et des tirailleurs des montagnes du Nord plus sûrs politiquement, et des forts furent érigés : 68 à Nghệ An et 44 à Hà Tĩnh. Les zones où des soviets avaient été créés furent mises sous l'autorité des militaires. Par la force, les villages et les districts furent soumis. Le nombre de tués était estimé à 3 000 et le nombre d'arrestations et de condamnations à 3 000 à 4 000. Le PCI paya le prix fort, avec l'arrestation de toutes ses instances dirigeantes grâce aux aveux des partisans sous la torture. En avril 1931, Trần Phú, le Secrétaire général, les dirigeants du Comité Central et des trois régions furent arrêtés à Sài Gòn, et en juin de la même année, ce fut le tour de Nguyễn Ái Quốc à Hong Kong.

Le tableau suivant donne une idée de la répression à cette époque :

Entrée annuelle des prisons des 3 Kỳ

	(1929-1933)					
	1929	1930	1931	1932	1933	
Cochinchine	32 451	9 852	15 645	11 028	6 150	
Annam	5 201	6 403	7 438	7 141	8 515	
Tonkin	6 004	49 180	39 643	45 266	40 251	
Total	43 656	65 435	62 726	63 435	54 916	
Indice	100	149	143	145	125	

Extrait de Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine de Daniel Héméry.